

LE TARIF DES DOUANES

L'hon. Douglas Abbott (ministre des Finances) propose la 2^e lecture du projet de loi n° 295, visant à modifier le Tarif des douanes.

M. J. M. Macdonnell (Greenwood): Au cours du débat sur le projet de résolution préliminaire au projet de loi à l'étude, de même que dans son exposé budgétaire, le ministre a dit que les numéros du tarif dont il est question dans le bill ne sont pas d'importance capitale et qu'on ferait rapport en temps et lieu de la plupart des entretiens importants qui ont eu lieu à Torquay sur le tarif douanier. Je n'ai donc pas l'intention de revenir sur la discussion qui s'est déroulée au sujet de la résolution et au cours de laquelle on a appelé l'attention du représentant du ministre sur divers détails. Je n'ai pas non plus l'intention de parler longuement des entretiens de Torquay, dont le comité de la banque et du commerce est encore saisi et qui seront sans doute débattus lorsque le comité aura fait rapport à la Chambre. Je ne veux aborder brièvement qu'une ou deux questions qui touchent de près aux entretiens de Torquay.

Il est généralement admis, je crois, qu'on a été fort désappointé des résultats obtenus à Torquay, abstraction faite peut-être des résultats obtenus entre les États-Unis et nous-mêmes. Il était naturel que la question des préférences y fût débattue. Somme toute, notre commerce a augmenté avec les États-Unis tandis qu'il a diminué avec le Commonwealth.

La question fondamentale de l'orientation de notre commerce a été discutée et elle le sera encore. Je lirai à ce propos un court passage du discours du chef de l'opposition (M. Drew), prononcé le 21 mai au cours du débat sur les accords de Torquay. Je crois, en effet, qu'il mérite d'être consigné ici. A propos de la situation de notre commerce, surtout de notre commerce avec les États-Unis, le chef de l'opposition disait,—et c'est à la page 3302 du compte rendu:

Nous avons tout lieu de nous réjouir de l'extension et de l'expansion du commerce avec les États-Unis...

...Efforçons-nous autant que possible d'assurer l'expansion de notre commerce avec les États-Unis; mais n'oublions pas que notre pays est organisé pour commercer avec le Royaume-Uni et le Commonwealth. Il n'est pas question cependant d'élever une muraille entre les États-Unis et le Canada. Les liens du sang, les liens de l'amitié, ceux de l'histoire sont trop étroits pour qu'on puisse efficacement ériger des murailles entre les peuples des États-Unis et du Canada, car il n'est pas deux autres pays au monde dont les peuples se connaissent mieux que les nôtres.

Puis, le chef de l'opposition a signalé l'accroissement assez frappant de notre com-

merce avec les États-Unis. Il a rappelé que cet accroissement est dû en grande partie aux circonstances critiques de l'heure et à l'application du programme de défense. Il a signalé aussi tout particulièrement le déclin de notre commerce avec le Royaume-Uni. Il a proposé, conformément aux vœux formulés par une récente assemblée d'hommes d'affaires, la tenue d'une conférence des nations du Commonwealth...

...qui chercherait tous les moyens possibles d'accroître le commerce et de supprimer les entraves qui en gênent encore l'expansion et les contacts de toutes sortes entre les membres de cette grande association.

Cette dernière citation est tirée de la page 3303 du compte rendu.

Je veux simplement établir un autre point, monsieur l'Orateur. La question des préférences fait partie évidemment du programme qui consiste à étendre le plus possible notre commerce. Nous profitons actuellement d'un commerce sans précédent avec les États-Unis, mais il est impossible de ne pas du tout tenir compte de noms comme Hawley-Smoot et Fordney-McCumber. Nous ne pouvons oublier que, dans une certaine mesure, nous concurrençons les États-Unis. C'était sans doute à quoi songeait un peu le député de Vancouver-Quadra (M. Green) quand il a insisté sur la question des préférences, si importante pour certains producteurs tant de la côte du Pacifique que de celle de l'Atlantique. Au cours de ce débat, il a eu maille à partir avec le ministre de la Production de défense (M. Howe), qui est aussi le ministre du Commerce. A cette occasion le ministre a formulé une de ses observations qui animent, sans les éclairer, les débats de la Chambre. M. Green disait, comme on le voit à la page 3331 du hansard:

Je ne suis même pas sûr s'il ne les ferait pas disparaître entièrement pour peu qu'il fût persuadé que l'opinion publique le lui permit.

Le ministre du Commerce a répondu:

Qui pourrait nous en empêcher? Ne vous prenez pas trop au sérieux. Si nous le voulions, qui pourrait nous en empêcher

Le très hon. M. Howe: Le député cite-t-il les paroles de son chef?

M. Macdonnell (Greenwood): Non, je cite les *Débats*. J'espère que je les ai copiés fidèlement. Je vais maintenant citer le hansard.

Le très hon. M. Howe: La question a été passablement discutée à Montréal.

M. Macdonnell (Greenwood): Afin de m'assurer de l'exactitude des paroles du ministre, que je tiens à citer fidèlement, comme il le constatera par lui-même, je me reporte à la page 3331 des *Débats*: